

# OGM : quels bénéfices ?

Par Caroline QUAZZO, Christophe NOISETTE

Publié le 30/11/2001

Lundi 17 et mardi 18 décembre 2001 s'est déroulé, à l'Institut Pasteur (Paris), un Colloque International intitulé « OGM et alimentation : peut-on évaluer des bénéfices pour la santé ? ».

L'AFSSA (Agence Française de la Sécurité Sanitaire des Aliments) avait donc choisi d'orienter le débat sur l'intérêt (économique, sanitaire, ...) des OGM. De façon plus globale, les OGM vont-ils permettre d'éradiquer la faim dans le monde ? En bref, à quoi servent les OGM ?

Le rapport bénéfices/ risques apparaît alors comme une formule « magique » pour argumenter et se positionner de façon supposée objective sur cet enjeu de société. Mais ce ratio de type économique est-il suffisant pour apprécier la situation ? Les débats ont cependant permis de déplacer l'habituel argument de l'obscurantisme. Il a essentiellement été question durant ces deux jours de mettre à plat les résultats des chercheurs. Mais ce sont surtout les termes de "possibilités" ou d'"hypothèses" que l'on a entendus. Et si les OGM restent ainsi plutôt une potentialité, plusieurs intervenants ont indiqué une piste pour obtenir des plantes plus riches ou plus vigoureuses : valoriser notre biodiversité planétaire, encore trop peu connue.

Précaution, vigilance et transparence : ces trois notions, employées par François Patriat, secrétaire d'Etat à la Consommation, semblent les plus à même de refléter les différents points de vue évoqués durant ce colloque. Il s'agit bien de replacer les citoyens, qui sont aussi les consommateurs, au coeur du débat. A ce sujet, Tom Wakeford (Institute of Development Studies, GrandeBretagne) parle d'« une évaluation participative pour savoir de quoi les gens ont besoin », et se demande qui doit s'adapter à qui.

Affichant la même volonté de protection des consommateurs, Bernard Kouchner, ministre de la Santé, a déclaré que les OGM, à l'instar des médicaments, devraient être soumis à une « évaluation clinique » : une première pour un responsable politique ! En associant les questions alimentaires aux problèmes de santé, il suggère de prendre en compte, en particulier, les risques allergiques. Il a aussi utilisé l'expression « pédagogie du risque », permettant, au travers d'une communication claire, accessible et argumentée, de renouer le dialogue entre science et société. La conclusion la plus pertinente de ce débat « génétique » pourrait résider sans doute dans une remarque de M. Laville (Centre de Recherche en Nutrition Humaine, Lyon) : « l'outil ne doit pas créer la fonction ».